

MEMOIRE EN APPEL :

Dossier n° 1804335

POUR :

1) L'association Union Calanques Littoral (dite UCL), association à but non lucratif, dont le siège est situé 16 traverse des Baudillons, 13013 Marseille, représentée par son président Monsieur Henry AUGIER, domicilié ès-qualité au siège précité.

2) L'Association pour la Protection des Animaux Sauvages (dite ASPAS), association à but non lucratif bénéficiant du régime du droit local des associations du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de Moselle, dont le siège social se situe 2 rue Henri Bergson, 67087 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Madline REYNAUD, directrice de l'ASPAS habilitée par le conseil d'administration, domiciliée ès-qualité au siège précité.

Ayant tous pour conseil Maître Benoit CANDON, avocat au Barreau de Marseille, domicilié 7 rue Gustave Ricard, 13006 Marseille (tél : 09.80.79.82.28 – fax : 09.85.79.82.28).

CONTRE :

1) Le jugement n° 160480 en date du 20 juillet 2018 du tribunal administratif de Marseille (reçu le 23/07/2018).

2) L'arrêté n° 166-2014 A en date du 28/12/2015 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a

autorisé « la société ALTEO GARDANNE à apporter des modifications substantielles à l'exploitation de son usine de fabrication d'alumine visant à cesser le rejet en mer de résidus de fabrication tout en maintenant le rejet d'un effluent liquide résiduel, et fixant à cette société des prescriptions techniques visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement ».

DISCUSSION :

1) Illégalité du caractère illimité de l'autorisation et absence de programme de

réduction dans le temps :

a) Concernant les hydrotalcites, s'il était exact qu'ils dussent disparaître ce moyen cesserait effectivement d'être fondé, étant relevé que le texte applicable aux installations de stockage de déchets est bien l'article R. 512-35 (et non l'ex-article L. 512-4) et qu'*a priori*, les hydrotalcites sont bien des déchets, peu importe qu'ils soient le résultat d'une réaction, le résultat et le processus étant les mêmes que pour les déchets ordinaires.

b) Altéo se trompe tout d'abord en soutenant qu'aucune règle de droit ne s'oppose à la durée illimitée, alors que nous avons cité une série de textes qui imposent la réduction voire la cessation des rejets, outre le principe de précaution, ce qui implique que la durée ne soit pas illimitée.

Quant à l'erreur manifeste d'appréciation qui consiste à autoriser sans limite temporelle un rejet d'une telle ampleur, alors au surplus qu'il était précédemment limité (par l'arrêté préfectoral de 1996) , ni le tribunal, ni l'industriel ni le préfet n'y ont répondu.

Enfin, contrairement à ce que déclare Altéo, le rejet n'est actuellement pas encadré, le SDAGE s'inscrivant dans une réduction progressive, ce qui va dans le sens des textes déjà cités mais n'impose pas de limite temporelle.

2) Illégalité de la durée de dérogation pour les MES :

Nous nous désistons de ce moyen, qui résulte d'une confusion évidente, que nous devons d'ailleurs éliminer.

3) Illégalité des valeurs limites d'émission :

Si l'industriel estime que ce moyen n'est pas assorti des précisions juridiques suffisantes, nous avons longuement exposé en quoi l'absence de prise en compte des quantités déversées relève d'une erreur manifeste d'appréciation, que nous détaillons ci-après.

Ces valeurs, qui sont libellées en mg/l, sont insuffisamment ou pas du tout proportionnées aux masses rejetées.

D'une part si pour les substances énumérées au 1° , les valeurs limites diminuent à partir d'un seuil de quantités déversées (situé entre 15 à 30 kg/j selon les

substances), ces seuils sont pour chaque substance uniques et sans commune mesure avec les gros rejets industriels, dont les quantités sont autrement plus élevées (entre 100 et 250 kg/j pour ces mêmes substances). Autrement dit, ces seuils prennent en compte la différence entre un petit et un moyen rejet, mais pas entre moyen et un gros ou très gros rejet.

D'autre part pour les substances énumérées au 3° , les valeurs limites ne s'imposent qu'à partir d'une quantité en dessous de laquelle la pollution est estimée négligeable. Elles ne varient donc pas en fonction des quantités rejetées.

Or et c'est logique, plus la quantité rejetée est élevée plus il importe que la concentration soit réduite. Il s'agit en effet d'éviter l'accumulation et la sédimentation des substances polluantes, qui se dispersent dans l'eau en quantités minimales mais se fixent sur les éléments aquatiques, et dont l'addition contamine fonds, flore et faune.

L'objet de l'arrêté du 2 février 1998 est bien de prévenir et limiter les pollutions aquatiques, notamment du milieu marin, ce qui oblige les valeurs limites de concentration à tenir compte desdites pollutions, et donc du volume du rejet combiné à sa concentration, et pas seulement de cette dernière.

On pourrait presque penser à un rapport géométrique entre valeur limite de concentration et quantité rejetée, de type $VL = (X \text{ mg/l}) \times (\text{poids de référence} / \text{poids rejeté})$.

Certes, il existe d'autres paramètres possibles, mais en tout état de cause, celui de la quantité rejetée doit être pris en compte, tant son existence et ses effets sont certains et d'importance au regard de l'objet de ces valeurs limites, la protection de l'espace aquatique.

Or l'article 32 ne le prévoit pas, ni ne confère au préfet la mission d'ajuster les valeurs limites aux flux maximaux autorisés, ou l'inverse, se bornant à dire « les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. ».

Dans la pratique, les préfets fixent les flux et les valeurs limites de concentration selon les besoins des industriels, avec pour maximum celles inscrites à l'article 32. La régulation ou variation des valeurs limites selon les quantités rejetées ne s'effectue ni n'est prévue à aucun stade du processus réglementaire.

Par conséquent, l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 ne remplit pas son objet est entaché d'erreur manifeste d'appréciation en ne tenant pas compte, pour chacune des substances énumérées, des volumes rejetés, et en diminuant en conséquence les valeurs limites de concentration.

Ainsi, les rejets de l'usine d'Altéo-Gardanne autorisés par l'arrêté attaqué portent notamment sur les quantités suivantes (article 4.4.6), qui contrastent avec les seuils existant pour les valeurs limites de concentration (VL).

MES : 227 kg/j, alors que l'article 32-1° prévoit un seuil de 15 kg/j pour que la VL passe de 100 mg/l à 35 mg/l.

DBO5 : 520 kg/j alors que l'article 32-1° prévoit un seuil de 30 kg/j pour que la VL passe de 100 mg/l à 30 mg/l. Il en va de même pour la DCO.

Pour les métaux, les quantités de rejet autorisées sont de 20 g/j pour le Zinc, 60 g/j pour le Cuivre, 70 g/j pour le Plomb et 7.940 kg/j pour l'Aluminium, alors que l'article 32-3° prévoit un seuil de 5 g/j avant que la VL s'impose pour chacun d'entre eux, puis aucun pallier.

Par conséquent, l'arrêté préfectoral attaqué fait application de valeurs limites illégales, valeurs qu'il ne corrige d'ailleurs pas puisqu'il n'assortit aucunement son autorisation d'une contrainte en volume ou en concentration par volume.

4) Illégalité de l'autorisation de rejet dans le ruisseau des Molx :

Selon l'industriel, l'article 4.4.11 de l'arrêté attaqué réglemente en VLE le rejet dans le ruisseau des Molx. Or cet article pose des VLE qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement aquatique, puisqu'il autorise des concentrations importantes de substances polluantes, alors que ce ruisseau est en réhabilitation (voir pièces de première instance), qu'il s'agit d'eau douce (plus sensible que l'eau de mer) et d'un faible débit. De plus, il s'agit de l'eau de pluie d'un atelier de broyage et cette eau, contrairement aux autres, n'est pas réutilisée par dans le procédé, ce qui laisse penser qu'elle est trop polluée.

D'autre part, la circonstance que ce rejet dans les Molx n'ait pas été prévu et étudié en même temps que le rejet en mer, à le supposer établi, est inopérant, puisque l'arrêté attaqué autorise ces deux rejets.

Il convenait donc d'étudier l'impact du rejet dans les Molx et le soumettre à

l'enquête publique, l'autorisation n'étant pas sans cela conforme à l'article L. 512-2 du code de l'environnement et ne pouvant, en l'absence de tout élément en ce sens, supposer que ce rejet ne porte pas atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1.

A ces égards, la circonstance que l'article 4.4.8 de l'arrêté litigieux interdise tout rejet d'eaux pluviales polluées y compris dans le ruisseau des Molx ne signifie pas que ledit rejet dans les Molx ne soit pas pollué (cette notion étant relative et seul comptant ici les normes contraignantes), et les mesures de prévention adéquates concernant les Molx n'existent pas.

5) Atteinte aux intérêts protégés par les articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement :

Contrairement à ce que soutient ici Altéo, d'une part les études réalisées ne portent que sur l'aspect sanitaire et non environnemental, d'autre part les incertitudes demeurent sur le devenir du rejet en mer, et enfin les progrès invoqués sont très exagérés.

En effet, d'une part Altéo ne se réfère qu'à des études sanitaires ou sur l'impact du rejet sur certaines populations animales (moules, poissons), impact manifestement difficile à mesurer en milieu marin mais sur lesquelles des interrogations demeurent et certains résultats permettent de douter. Si toutefois le danger sur la santé humaine n'est pas avéré, l'atteinte à l'environnement marin n'a pas été mesurée en termes de bioaccumulation, de dispersion et de devenir des polluants dans la mer, à la portée du zooplancton et autres organismes qui sont consommés suivant la chaîne alimentaire. Or il n'y a pas de danger en consommant ces poissons une ou deux fois par semaine et en éliminant la tête et surtout les viscères où se concentrent préférentiellement les polluants majeurs. L'impact est sur le poisson lui-même et sur les prédateurs qui s'en nourrissent et qui consomment de la nourriture contaminée à tous les repas et tout au long de l'année.

Si l'on peut admettre qu'une telle étude est délicate, elle aurait dû être menée afin de mieux apprécier cet impact, lequel est de toute évidence sérieux et important, compte-tenu d'un milieu récepteur fermé (la Méditerranée), déjà passablement pollué et fonctionnant en vases communicants, et compte-tenu à la fois de la nocivité des substances rejetées et surtout des quantités considérables rejetées. A cet égard, certaines substances n'ont pas été étudiées du tout, comme la soude, pourtant injectée massivement dans le cadre du procédé Bayer et dont les quantités déversées

en mer sont colossales.

Le fait d'ajouter un nième rejet, et l'un des plus importants de cette mer (du moins sur la côte européenne), ne peut qu'aggraver l'état du milieu récepteur, ce qui est évident et peu importe donc que le quantum ou les conséquences propres de cette aggravation ne soient pas mesurés ou mesurables, puisqu'il est par ailleurs avéré que la pollution dudit milieu constitue un phénomène grave qu'il est urgent de limiter et résoudre.

Nous avons insisté en première instance sur ces phénomènes, notamment de bioaccumulation, et renvoyons à nos précédentes écritures sur ces points.

D'autre part, les incertitudes sont encore légion dans l'appréciation de la portée de ce rejet.

Sur la question des hydrotalcites, il s'avère que le dossier présenté par l'industriel ne comportait qu'une petite étude en laboratoire para-universitaire et sans aucun recul scientifique. En témoignent encore les dernières pièces versées en appel, qui montrent que de nouvelles études viennent d'être commandées à un autre organisme pour tâcher de connaître le devenir de ces hydrotalcites, dont il faut bien avouer qu'il est largement hypothétique.

Quant au progrès qui serait réalisé via le nouveau traitement mis en œuvre par Véolia pour juin 2020, il pose notamment la question du devenir des métaux lourds, dont il était dit précédemment qu'ils seraient captés par les hydrotalcites et ainsi figés au fond de la mer sans risque de contamination. Mais maintenant que ces hydrotalcites devraient disparaître, que deviendront ces métaux lourds ?

Et comme nous l'avons dit plus haut, les conséquences du rejet massif litigieux sur l'environnement marin et la chaîne alimentaire n'ont pas été étudiées et restent extrêmement hypothétiques, alors que, comme également déjà dit, le fait que ce rejet accentue sa pollution constitue une évidence et le fait que cette pollution soit importante également, vu les quantités et substances versées.

Enfin, Altéo tâche d'induire ses lecteurs en erreur par des présentations de pourcentages de progrès très exagérés, notamment un taux d'élimination des déchets de 99,7 ou 99,9 %, sans que l'on sache comment ce calcul a été réalisé et à partir de quelles données (avant 2015...), cela alors qu'au contraire, le rejet liquide litigieux est susceptible de contenir des substances polluantes aussi sinon plus nocives que l'ancien rejet de boues rouges (dont on ignore d'ailleurs la composition, ce qui ne permet pas de telles comparaisons), puisque la séparation par filtre-presse des solides

et liquides, solides destinés notamment à des déchets valorisables, a pour effet de concentrer les métaux et les substances les plus dangereuses dans l'effluent liquide.

Concernant les DCO et DBO5, ces paramètres permettent d'évaluer la charge organique et polluante d'un effluent, au travers ses consommations chimique et biologique en oxygène. Or si la mer est riche en oxygène et permettrait donc de limiter ou même neutraliser l'effet nocif de la consommation d'oxygène par les matières rejetées, il n'en demeure pas moins que lesdites matières sont bel et bien rejetées, qu'elles polluent bien et nécessairement le milieu marin, et que les DCO et DBO5 mesurent, y compris en milieu marin, leur charge polluante. Ainsi, en milieu marin comme ailleurs, ces indicateurs témoignent des quantités et nature de matières déversées, lesquelles consomment plus ou moins d'oxygène, lesdites consommations étant identiques en milieu marin et en eau douce. Plus un effluent consomme d'oxygène plus il est chargé de matière organiques et polluantes, et ce n'est pas parce que la consommation d'oxygène par les polluants serait facilement absorbable par la mer Méditerranée que ces polluants n'y demeureraient pas, avec tous leurs effets nocifs sur le milieu marin. Les DCO et DBO5 demeurent donc des paramètres pertinents pour apprécier la pollution du milieu récepteur, alors qu'ils ne sont à ce jour pas redescendu en dessous des VLE et qu'ils témoignent toujours d'un rejet aussi « chargé ».

On relèvera aussi que les prélèvements opérés depuis l'autorisation litigieuse sur le rejet en sortie d'usine ne sont pas produits et que la discussion se fige à tort sur les 6 paramètres dérogatoires, alors que ce sont 82 substances qui sont en cause.

Il n'est donc pas possible d'affirmer que ce rejet ne serait guère plus polluant et qu'il serait donc dépourvu d'effets sur le milieu marin, ce qui serait un contresens et parfaitement illogique.

Quant au parc des Calanques, s'agissant d'un parc national et d'une zone dédiée à la nature où la plupart des activités humaines sont strictement réglementées, il est d'autant plus inadmissible et inégalitaire d'autoriser le rejet litigieux en son coeur, peu importe que l'atteinte grave à ce milieu marin déterminé plutôt qu'un autre, compte-tenu de la dispersion des polluants en mer, ne soit pas établie ou du moins appréciable.

Enfin, compte-tenu des progrès soudainement réalisés par Altéo dans la traitement de son effluent (traitement au CO2 et nouveau traitement en cours), on peut se demander pourquoi de tels efforts n'ont pas été entrepris à un autre niveau

industriel afin de trouver des solutions autres que le rejet en mer.

6) Insuffisance des mesures prescrites :

Si Altéo souligne ici que les 20 dernière substances mentionnées à l'article 9.3.2 de l'arrêté attaqué ne sont pas toutes soumises à des VLE et que les prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 seraient respectées, d'une part certaines de ces substances sont soumises à des VLE et le rejet devrait donc être contrôlé à leur égard. Quant aux autres substances, vu les quantités considérables rejetées, elles sont également susceptibles de porter atteinte à l'environnement marin et devaient également être contrôlées (étant relevé que le fait de verser une quelconque substance dans un milieu récepteur modifie par définition ce milieu).

D'autre part, à supposer que les mesures de contrôle soient conformes à l'arrêté ministériel précité, ce dernier, comme nous l'avons vu au moyen n° 3, n'a pas été conçu pour les gros rejets et les procédures qu'il met en place ne sont pas susceptibles de garantir que de tels rejets ne portent pas atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ici, compte-tenu des quantités versées, le préfet devait prendre des mesures de contrôle sur toutes les substances rejetées, en volume et en concentration, et de façon suffisamment fréquente.

7) Violation de l'article R. 122-3 du code de l'environnement : absence de consultation d'une autorité environnementale indépendante

Nous renvoyons ici à nos précédentes écritures et contestons l'indépendance fonctionnelle de la DREAL à l'égard du préfet, pour des raisons tant d'organisation des services que des usages administratifs, qui ne permettent pas à la DREAL de s'opposer frontalement au préfet, en particulier sur les sujets sensibles.

En somme, en l'état et au-delà des incertitudes scientifiques patentes de ce dossier, la question consiste à savoir si, en l'absence de danger direct pour l'homme, la mer peut être regardée comme un réceptacle à déchets (une poubelle) ou s'il convient de la considérer comme un milieu naturel méritant d'être protégé contre toute forme d'atteinte, surtout massive, et donc contre toute forme de rejet. C'est pourtant ce qui

se passe en milieu terrestre, où il est interdit de jeter des détritux au sol alors que, de toute évidence, cette pratique ne porte directement atteinte ni à la santé humaine ni même et forcément à l'environnement.

PAR CES MOTIFS,

la requérante demande à la cour administrative d'appel :

1. d'annuler le jugement et l'arrêté attaqués.

2. subsidiairement, de dire que :

- l'autorisation générale de rejet sera valable jusqu'au 31/12/2025 et devra respecter des paliers

quantitatifs et qualitatifs décroissants d'ici cette date.

- d'imposer des mesures régulières, mensuelles et subsidiairement trimestrielles, de toutes les

substances rejetées pour lesquelles des VLE sont prescrites.

3. de condamner l'Etat et Altéo à leur verser la somme de 1.500 euros au titre des frais irrépétibles (article L. 761-1 du code de justice administrative).

Fait à Marseille, le 06/12/2019,

pour les appelantes, Me Benoit Candon :


Benoit CANDON
Avocat au Barreau

M. MAZZOLENI

De: Benoit Candon <benoit.candon@gmail.com>
Envoyé: vendredi 6 décembre 2019 10:03
À: M. MAZZOLENI; Henry AUGIER
Objet: Re: Commission 06/12/2019
Pièces jointes: memoire-appel-fond-1.doc; Pièce jointe sans titre 00007.html

Bonjour, voici mon mémoire.

L'autre affaire a été repoussée au 15 janvier et il est possible qu'il en aille de même de celle-ci.

Bon courage pour la commission !

A bientôt, Benoit.